

Brochure n° 3343

Convention collective régionale

BÂTIMENT

**IDCC : 2625. – Ouvriers
(Pays de la Loire)**

ACCORD DU 4 JUILLET 2012
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} OCTOBRE 2012

NOR : ASET1251167M

IDCC : 2625

Entre :

La fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;

L'union régionale CAPEB des Pays de la Loire ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale CFDT construction bois des Pays de la Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Indemnités de transports. – Trajets

En application du chapitre I^{er} « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des Pays de la Loire du 1^{er} décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *Journal officiel* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de transports et trajets des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-après.

ZONE	TRAJET	TRANSPORT
1-A (0 à 5 km)	0,47	0,74
1-B (5 à 10 km)	0,66	0,95
2 (10 à 20 km)	1,87	3,69
3 (20 à 30 km)	4,02	6,98
4 (30 à 40 km)	5,03	10,68
5 (40 à 50 km)	6,02	15,90
6 (50 à 65 km)	6,77	17,04
7 (65 à 80 km)	8,05	20,62

Article 2

Indemnités de repas

En application du chapitre I^{er} « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des Pays de la Loire du 1^{er} décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *Journal officiel* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de repas des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 8,74 €.

A titre dérogatoire, il demeure fixé à 8,99 € pour le département de Maine-et-Loire.

Article 3

Application

Le présent barème des indemnités de petits déplacements (repas, transports, trajets) entrera en application à compter du 1^{er} octobre 2012.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du code du travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Nantes.

Article 5

Demande d'extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Nantes, le 4 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)